



LE FAIT DU JOUR

CRISE DU CORONAVIRUS

Reprise de l'école LE GROS DOUTE

L'avis du conseil scientifique, qui ne prônait une reprise des cours qu'en septembre, ne fait qu'amplifier les interrogations à tous les échelons de la communauté éducative.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

« MISSION IMPOSSIBLE » pour les uns. « La mort aux troupes » pour d'autres. Le scénario du déconfinement des écoles inspire des films catastrophe aux syndicats de l'Education nationale, après la publication, tard samedi, de deux avis du conseil scientifique sur les modalités de la réouverture des classes à partir du 11 mai.

Dans le premier, on peut lire les réserves des experts qui penchaient, d'un point de vue strictement sanitaire, pour des préaux vides jusqu'en septembre. La seconde note, prenant acte du choix « politique » du gouvernement, dresse une liste de mesures drastiques pour que la sonnerie de l'école, top départ d'une reprise progressive de l'activité sociale et éco-

nomique, ne s'accompagne pas d'une recrudescence incontrôlée de l'épidémie. « Aucune autorité n'a validé la date du 11 mai, nous-mêmes n'avons jamais été consultés avant que le président de la République ne l'annonce », fustige Francette Popineau, porte-parole du

principal syndicat du primaire (Snuipp-FSU).

Pour passer le cap, le conseil scientifique recommande des nettoyages renforcés des locaux, le port du masque pour l'ensemble des adultes ainsi que pour les collégiens et les lycéens et, dans tous les aspects de la vie scolaire, un souci de limiter au maximum les contacts entre enfants.

Visioconférence des recteurs d'académie aujourd'hui

« On réfléchit à la manière d'instaurer avec les petits une communication qui passerait par autre chose que le contact physique, explique Maryse Chrétien, à la tête de l'Association des enseignants en maternelle. Mais c'est très difficile, surtout avec un masque qui couvre la moitié du visage. » « C'est infaisable », balaie de son côté Philippe Vincent, le porte-parole du principal syndicat des chefs de collèges et de lycées (Snpcden-Unsa), vent debout à l'idée « d'exposer encore une fois les collègues à la méthode du faites au mieux ».

« Il y a un protocole sani-

taire, on va l'appliquer drastiquement, et si un établissement n'est pas en mesure de

le faire, il n'ouvrira pas. On fera du cas par cas », rassure-t-on au cabinet de Jean-Michel Blanquer, qui doit réunir par visioconférence aujourd'hui les recteurs d'académie.

Une méthode qui soulève un immense point d'interrogation sur le nombre d'écoles, de collèges et de lycées en capacité de cocher toutes les cases.

« Cafouillage »

Le ministre de l'Education nationale, la semaine dernière, avait surpris jusqu'au sein du gouvernement, en esquissant devant les parlementaires la piste détaillée d'un retour en classe sur la base du volontariat des familles, étalé sur trois semaines et conjuguant à la fois cours en petits groupes et poursuite de l'école à la maison.

Demain, c'est le Premier ministre, Edouard Philippe,

qui exposera son plan devant les députés... et pourrait amender tout ou partie de ces hypothèses.

« Cafouillage ! On voudrait générer de l'inquiétude chez

les parents qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! tacle Max Brisson, le vice-président (LR) de la commission Education du Sénat. Le ministre de l'Education a annoncé quels élèves reprendraient et à quel moment, mais sans dire d'abord l'essentiel : pour faire quoi. »

D'ores et déjà, selon les remontées parvenues à la fédération de parents d'élèves PEEP, « entre la moitié et les deux tiers des parents » se disaient réticents à renvoyer leurs enfants devant les professeurs. C'est aussi de leur décision finale que dépendra la réalité d'un « retour en classe », qui s'annonce très partiel.



Il y a un protocole sanitaire, on va l'appliquer drastiquement et si un établissement n'est pas en mesure de le faire, il n'ouvrira pas. On fera du cas par cas.

LE CABINET DE JEAN-MICHEL BLANQUER



CE QU'ILS EN PENSENT

LES ENSEIGNANTS « Les décrocheurs ne reviendront pas »

Se voit-il faire classe à ses élèves de cours moyen avec un masque en tissu sur le visage ? Pour Stéphane, professeur dans une école des Ardennes, c'est non. « C'est tellement anxiogène de me présenter comme cela devant eux, surtout si les enfants n'en portent pas... », réfléchit l'instituteur,

partagé entre l'envie de retrouver ses élèves et la peur. « Je ne sais pas comment je vais m'organiser, avec ma classe minuscule de 25 m², souffle-t-il. Le mètre de distance entre chaque table, je ne pourrai pas l'assurer. »

A l'autre bout de la France, dans son collège du Lot, Valérie Carles essuie un tir nourri de questions de la part des familles mais n'a pas de réponse. « Je fais patienter tout le monde, et c'est éprouvant »,

confie cette principale. Selon elle, faire déjeuner les collégiens à leur table de travail « n'est pas jouable, à moins qu'ils emmènent leur pique-nique ». Et quid des « attroupements à 17 heures, à l'heure du ramassage scolaire ? s'interroge-t-elle. Je veux bien que l'école reprenne, mais pas à n'importe quel prix. Je ne prendrai pas la responsabilité de mettre en danger la communauté scolaire ».

Anne-Christine Burlon hésite, quant à elle, à reprendre le métro pour retrouver son lycée du centre-ville de Lyon. « Le risque qu'on fait courir à

tout le monde me paraît disproportionné par rapport au faible intérêt pédagogique de la reprise, juge cette prof de lettres, membre du Snes-FSU, le syndicat majoritaire dans le second degré. Les élèves décrocheurs ne reviendront pas sur la base du volontariat, c'est évident... »

LES PARENTS « On a hâte d'y voir plus clair »

Personne dans l'entourage d'Anne-Cécile n'a été atteint par le Covid-19. La menace

est de ce fait « très abstraite » pour cette Francilienne et les recommandations du conseil scientifique ne l'ont pas fait changer d'avis : « Je ne vois pas pourquoi je ne remettrais pas mes enfants en classe le 11 mai, assure-t-elle. Nos enfants ont besoin de retrouver la collectivité. » Un optimisme que ne partagent pas tous les parents. Au collège Henri-Matisse d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), la fédération locale FCPE a sondé les familles. Résultat : 40 % ont prévu de renvoyer leur enfant en cours, 27 % s'y opposent... et un tiers hésite encore. « On a hâte d'y voir plus clair sur la manière dont le retour en classe s'organisera concrètement », résume Nadège Labadie, déléguée FCPE au collège, qui entraîne déjà son fils, en 5^e, à porter le masque en tissu que sa grand-mère a cousu.

« S'il le faut, on prendra des gants, du gel, et en avant... mais j'avoue n'être pas rassurée »,

confie Christelle, qui élève seule ses deux filles dans la région toulousaine. Son aînée, Lola, en 2^{de}, lui a déjà signifié qu'elle préférerait continuer la classe à distance. Christelle a dit oui. Quant à sa petite Lina, 8 ans, sa rentrée dépendra... du retour au travail de sa maman, employée de cantine : « Si le boulot me rappelle, je ne pourrai pas faire autrement que de l'envoyer en classe. »

LES ÉLUS « Il va falloir être souple »

Si l'Association des maires de France attend encore des réponses à ses préoccupations sur les conditions d'accueil et la prise en charge des surcoûts, certains élus sont franchement hostiles à la réouverture. « Le conseil scientifique a la sagesse de dire au gouvernement quelle est la réalité du Covid-19. Il est imprudent, déraisonnable d'ouvrir les écoles

sans avoir commencé préalablement le déconfinement », s'insurge le maire (divers gauche) de Montpellier (Hérault), Philippe Saurel, pour qui « la fin de cette épidémie ne se décrète pas politiquement ». L'édile écouterait attentivement le Premier ministre demain avant de décider s'il prendra un arrêté de fermeture des écoles, même s'il sait qu'il sera aussitôt cassé par le préfet.

Président de l'Association des maires de l'Hérault, Christian Bilhac, maire sans étiquette de Péret, confie qu'il est pour lui « hors de question » d'ouvrir les écoles dans sa

commune. « Après trente-sept ans de mandat, je ne veux pas terminer sur une note mortifère », prévient-il.

A l'inverse, Dominique Bussereau, président (sans étiquette) de l'Assemblée des départements de France, qui ont la charge des collèges, est résolument favorable à la réouverture le 11 mai. « Donner des masques, on sait faire », rassure-t-il, tout en reconnaissant que quelques présidents de départements sont « assez hostiles » à la réouverture. « Peut-être ne faudra-t-il pas faire la rentrée dans certaines villes très touchées comme Mulhouse ou Crépy-en-Valois. Il va falloir être souple. »

LES ÉLÈVES « Le risque n'en vaut pas la peine »

« Pas de cours avant septembre pour des questions sanitaires et de protection des élèves », revendique Narivelo Randrianarisoa, porte-parole du Mouvement national lycéen. « Le risque n'en vaut pas la peine », lance-t-il, citant l'exemple du Japon où des classes ont été refermées une semaine après leur réouverture à cause d'une deuxième vague de l'épidémie.

Sasha, 16 ans, en 2^{de} à Hales-Ferry à Paris (IX^e), n'attend pourtant que ça « pour retrouver les copains et sortir de la maison ». Il s'interroge toutefois sur la manière dont son lycée réussira à appliquer les règles. « A 35 par classe, je ne vois pas comment on va pouvoir se diviser par groupes de 15 ! Il n'y a pas assez de salles sauf si on ne va en cours qu'un jour sur deux ou trois par alternance. » C'est l'obligation de porter un masque qui inquiète d'abord Hector, 14 ans, en 5^e au collège Saint-Justin de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) : « Je le mettrai mais seulement si on m'y force... Je ne me sens pas du tout à l'aise avec. »

**CHRISTEL BRIGAUDEAU,
 AYMERIC RENOU
 ET ALEXANDRE SULZER**

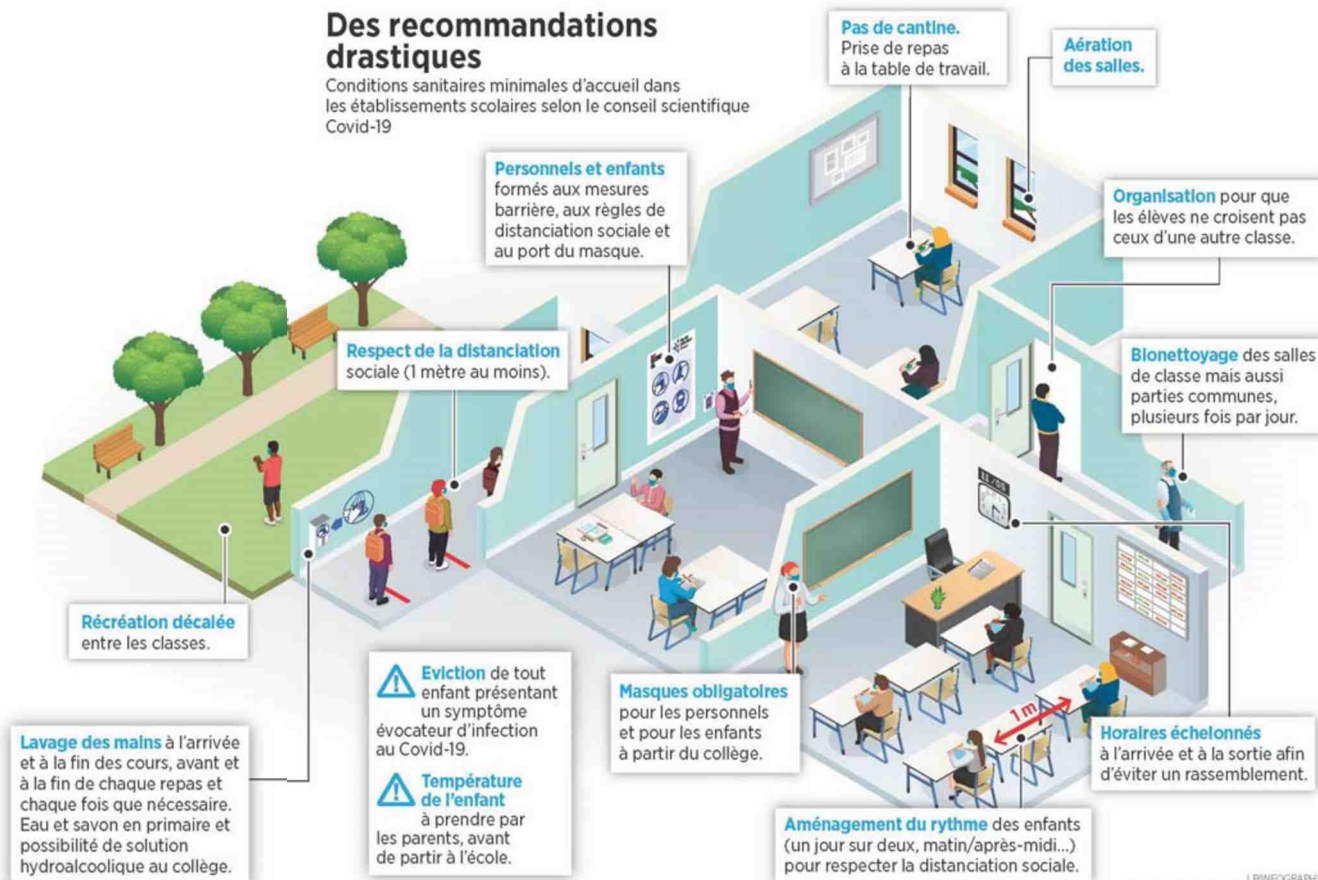




► 27 avril 2020 - N°23531

Des recommandations drastiques

Conditions sanitaires minimales d'accueil dans les établissements scolaires selon le conseil scientifique Covid-19



L'INFOGRAPHIE. SOURCE : CONSEIL SCIENTIFIQUE COVID-19.

